

La refondation de l'Europe commence par la Hongrie

Article rédigé par *Élizabeth Montfort*, le 22 avril 2011

Une hirondelle ne fait pas le printemps. Mais un état européen et non des moindres vient de se doter d'une constitution eurocompatible qui à la fois respecte la charte européenne des droits fondamentaux, la déclaration universelle des droits de l'homme et les droits fondamentaux de la personne. Un exemple à suivre...

Comme le premier ministre Viktor Orban s'y était engagé lors de son éclatante victoire aux législatives d'Avril 2010 (2/3 des sièges à la Chambre des députés), la Constitution hongroise a été modifiée dans l'esprit et la lettre lundi 18 avril dernier. Celle qui avait été adoptée juste après la chute du mur de Berlin était jugée trop libérale et encore teintée de reste communiste. Quelques soient les intentions qui appartiennent en propre à la Hongrie, comme la volonté d'effacer l'alliance avec le pouvoir nazi ou les années communistes jusqu'en 1989, ou encore, le souvenir du Traité de Trianon signé en 1920 et qui a tant marqué l'identité nationale en retranchant au pays deux tiers de son territoire, la bonne nouvelle, c'est qu'un pays membre de l'Union européenne a eu le courage de se doter d'une nouvelle Constitution respectueuse des traités européens et des principes fondamentaux de la personne humaine.

Le pouvoir se répartit entre trois principaux partis politiques :

- le Fidesz, parti de centre droit, dont les représentants siègent au PPE-Démocrates Chrétiens du Parlement européen;
- les socialistes, complètement décrédibilisés après la gestion désastreuse du premier ministre Ferenc Gyurcsany qui avait menti sur l'ampleur des déficits budgétaires et qui l'avait conduit à demander au FMI une aide de 20 milliards d'Euros pour sauver le pays de la faillite en 2008;
- le parti Jobbik, parti d'extrême droite a pour objectif la défense des valeurs et des intérêts des hongrois.

Ainsi, la nouvelle Constitution proposée par le premier ministre et le Fidesz, a été adoptée par 262 voix contre 44 et une abstention.. Le texte doit être approuvé par le président de la République hongroise, Pal Schmitt, le 25 avril prochain pour être effective le 1er janvier 2012. Lors des débats, aucune proposition, aucune intervention de l'opposition ne se sont exprimées. Ce qui ne l'empêche pas maintenant de soutenir aujourd'hui les opposants à cette nouvelle loi fondamentale;

Quels sont les principaux changements de la Constitution :

1. La première concerne l'inscription des racines chrétiennes de la Hongrie : son préambule mentionne : La Constitution s'inscrit dans la continuité de la Sainte Couronne et rappelle le rôle du christianisme et son histoire millénaire .

On s'étonne des réactions négatives à ce texte, alors qu'au moment de la rédaction du traité constitutionnel de l'Union européenne, tous les pays membres approuvaient l'inscription de notre héritage chrétien, sauf la France. La pétition européenne, lancée par la Fondation de Service Politique avec quelques députés européens avaient obtenue en 2004, 1 400 000 signatures et avaient été soutenues par une soixantaine d'associations représentant 50 millions d'adhérents. Une première dans l'histoire européenne. Cette pétition a été enregistrée par la commission des pétitions, mais la Commission européenne n'a pas daigné donner suite, comme c'est l'usage lorsqu'une pétition est enregistrée.

Or cette mention, comme celle de la nouvelle Constitution hongroise n'est pas une question d'opinion, mais un regard de vérité sur notre histoire. Faut-il rappeler que la nation hongroise s'est organisée à partir du baptême de Saint Etienne, couronnée roi de Hongrie, au point que celui qui détient sa couronne, détient le pouvoir. C'est la raison pour laquelle, la Couronne de Saint Etienne se trouve aujourd'hui au parlement hongrois ce qui lui donne la légitimité de faire les lois.

2. La seconde modification concerne l'union entre deux personnes : La Constitution protège l'institution du mariage, considéré comme l'union de base la plus naturelle entre un homme et une femme, et le fondement

de la famille .

Cette mention reprend dans l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme qui bien que faisant l'objet de pression pour introduire l'union de deux personnes de même sexe, reste un texte de référence pour nos Etats. D'ailleurs, la nouvelle Constitution hongroise prend soin de ne pas remettre en cause les partenariats entre personnes de même sexe, sans les considérer comme équivalant au mariage.

3. La troisième modification concerne la vie de tout être humain avant la naissance : Depuis sa conception, la vie mérite d'être protégée comme un droit humain fondamental et la vie et la dignité sont inviolables , reprenant d'une certaine manière l'article premier de la Charte européenne des Droits fondamentaux : La dignité humaine est inviolable. Elle doit être respectée et protégée .

Certains s'indignent d'un retour à l'ordre moral, faut-il en déduire que l'ordre humain est un ordre amoral ? La nouvelle Constitution hongroise est-elle euro- compatible se demandent les opposants ? Si elle ne l'était pas, alors cela signifierait que tous nos textes de référence sont lettre morte, puisque l'Union européenne s'est construite à partir du respect des droits de l'homme dont l'universalité est exprimée dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948, reconnue comme patrimoine commun de l'humanité, et non sur des droits abstraits et subjectifs construits sans référence à ce patrimoine commun.

Pouvons-nous en tirer des leçons pour la France ? Oui, bien sur, tout en restant prudents, car chaque peuple prend des décisions en s'incarnant dans sa propre histoire. Cependant, la protection de la vie, du mariage et des valeurs fondamentales doivent, en réalité, transcender les contingences historiques et politiques et dépasser les facteurs de contexte plus ou moins favorable.

En France, une occasion unique nous est donnée aujourd'hui de sortir de l'ambigüité. Ce sont les lois relatives à la bioéthique. Allons-nous abandonner l'embryon humain comme matériau de laboratoire aux scientifiques, aux industries pharmaceutiques ou aux apprentis sorciers ? Ou allons-nous ajuster la pratique à nos principes, en particulier le premier d'entre eux, le principe de dignité qui nous interdit de considérer un seul être humain, fut-il embryonnaire comme une chose.

Certes, la décision appartient aux législateurs. Mais ceux-ci votent en notre nom. Il serait dès lors irresponsable de notre part, en tant que citoyens de se taire. Le projet de loi nous concerne tous. C'est notre devoir de rencontrer nos députés et nos sénateurs pour leur dire que nous tenons au respect de nos principes juridiques fondateurs.

C'est maintenant une question de jours. De notre mobilisation dépend l'issue du vote des parlementaires. Ne laissons pas cette opportunité passer car c'est l'avenir de la France qui est en jeu par le choix que nous ferons sur le respect des plus petits des hommes.

C'est aussi un premier pas ferme et durable dans la mise en œuvre de notre Charte adoptée à Lyon le 1er novembre 2010.

Elizabeth Montfort, ancien député au Parlement européen, est le porte-parole de la Fondation de Service Politique.
